

International trade union network of solidarity and struggle
Réseau syndical international de solidarité et de luttes
Rede Sindical Internacional de solidariedade e de lutas
Red sindical internacional de solidaridad y de luchas
Rete sindacale internazionale di solidarietà e di lotta
www.laboursolidarity.org

Les migrations, l'emploi et le travail sous le système capitaliste

*Les migrant-es sont bien accueilli-es tant que le capital en a besoin, lorsque ce besoin cesse, ils et elles deviennent le « **problème de l'immigration** ».*

On sait bien que le capitalisme a la « vertu » de transformer en marchandise tout ce qu'il touche. L'eau, la terre, les animaux, l'alimentation, les voitures..., tout est considéré comme marchandise et la vie des êtres humains n'y échappe pas. L'emploi non plus ; généralement appelé travail, il se traduit par le salariat et son universalisation sous forme de marchandise est une des caractéristiques du système capitaliste.

L'impérialisme utilise la main d'œuvre immigrée pour ses besoins d'exploitation et de gains. Ainsi lorsque ces pays ont besoin d'une main d'œuvre bon marché, de grandes campagnes officielles de promotion de l'immigration sont organisées. Puis, au gré des besoins, les frontières sont bouclées repoussant ainsi la marée de chômeurs/euses que ce même impérialisme produit dans leurs pays d'origine.

La crise actuelle du capitalisme prend sa source dans la société telle que l'a créé le capitalisme, avec la compétitivité comme socle économique, social et politique. Ce modèle là a transformé l'emploi en marchandise et les personnes en simples outils pour la production dont le système a besoin. Le travail transformé en denrée rare et le chômage devenu rouage essentiel de l'économie, forcent les travailleurs/euses, pour pouvoir survivre, à vendre leur force de travail dans des conditions très détériorées. Même si l'être humain est avant tout « social », le travail salarié le soumet à une tension face aux autres et chaque travailleur/euse voit l'autre négativement parce que le système ne reconnaît que la dimension salariale du travail.

L'Europe, ainsi que les Etats Unis, abordent le sujet des migrations à partir de cette perspective économiste : la libre circulation des personnes et des travailleurs/ses à travers les territoires exige la suppression des frontières internes (par exemple au sein de l'Union Européenne) et la levée des contrôles aux frontières extérieures. Les étrangers-ères ne sont perçus-es que comme des travailleurs/euses utiles aux économies nationales, c'est pourquoi leur accès au territoire et leur mobilité sont drastiquement restreints. Quant à leurs droits de citoyen-nes ou leur intégration sociale, ils tout simplement ignorés.

Les personnes migrantes deviennent un facteur structurel de l'économie dans ses cycles d'expansion, croissance ou crise, principalement dans les secteurs progressivement abandonnés par les « autochtones », c'est-à-dire ceux où règnent flexibilité, précarisation et déréglementation et qui nécessitent beaucoup de main d'œuvre : services à la personne, agriculture, hôtellerie et construction... Ceux-ci sont aussi le terrain d'une importante économie souterraine qui entraîne un autre élément déterminant de l'emploi de main d'œuvre migrante : l'absence de qualification et une grande flexibilité. A ceci s'ajoute la sous-traitance et l'externalisation des services publics que les Etats offrent au « marché ». C'est dans ce cadre que les migrant-es ont été, et sont, utilisés-es ; ils elles sont condamné-es à une précarité totale (sociale et professionnelle). Contraint-es à se prolétarianiser de façon accélérée ils et elles ne peuvent que se soumettre aux règles établies par le « marché du travail ».

Il ne faut pas oublier que le capitalisme, y compris le capitalisme d'état, s'est dédié depuis sa genèse à l'exploitation des êtres humains et de la nature. En suivant cette voie, nous avons atteint ce que certains experts appellent les grandes menaces sur la planète, des situations qui détériorent profondément la planète et sa population. Déjà le programme des Nations Unies pour le

développement –PNUD, organisme qu'on ne peut suspecter de subversif, dans son bilan de 1999 avertissait : « *les inégalités ont augmenté dans plusieurs pays depuis les années 80* » et poursuivait, « *la mondialisation génère de nouvelles menaces pour la sécurité des êtres humains, autant au sein des pays riches que pauvres* ». Poursuivre dans cette voie nous amène à faire face aux suivantes menaces :

- Menaces chroniques comme la faim, la maladie et la répression.
- Changements rapides du cadre de vie, dus au besoin de flexibilité empêchant toute stabilité.
- Ravage des ressources naturelles : épuisement des réserves de carburants fossiles, désertification, épuisement des réserves maritimes, disparition de plusieurs espèces animales et végétales, contamination de l'eau...

La planète se détruit pour toute l'humanité, riche et pauvre.

Caractéristiques du système capitaliste, inégalités et extrême pauvreté se renforcent. Les convulsions politiques et économiques vécues par le système actuel mettent en avant, son incapacité à résoudre les besoins de base de la société dans son ensemble. Tout nous laisse penser que la solution néomalthusienne décidée par ceux et celles qui détiennent le pouvoir, qui consiste à exclure de la survie une bonne partie de la population du monde, se met en place.

Cette population « excédentaire » que fera-t-elle ? Chercher des possibilités de survie où qu'elles soient, en les trouvant ou en mourant pour essayer de les trouver. De plus, on ne peut oublier l'Histoire et les rapports que l'Europe avec les autres territoires dans le monde : les « conquêtes », l'esclavage, les colonisations, bref, l'exploitation des êtres humains et des ressources naturelles. Tout ceci, a fortement façonné l'état de la situation aujourd'hui encore en vigueur, notamment à travers les transnationales.

La mise en œuvre de débats, études et actions conjointes entre organisations syndicales, écologistes, féministes, des droits de l'Homme, de soutien aux migrant-es et d'alternatives au système sont nécessaire. La construction d'initiatives et stratégies au-delà des frontières politiques et géographiques, additionnant et rassemblant les efforts de chacun est nécessaire pour créer une réponse puissante, impossible si nous restons isolé-es chacun-e avec nos petits moyens. Nous devons imaginer l'avenir immédiat pour mieux l'aborder et se donner des chances de le résoudre.

- Légalisation immédiate de tous migrants et migrantes !
- Reconnaissance des droits à la santé, à l'éducation, au logement, etc., dans les mêmes conditions que les « nationaux » !
- Refus de la sous-traitance, et généralisation des Contrats à Durée Indéterminée.
- Droit de se syndiquer et de faire grève dans les mêmes conditions que les travailleurs-ses « nationaux ». !
- Unité de la classe ouvrière indépendamment de sa couleur de peau et origine.
- Non à la xénophobie et la discrimination !

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte

Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

- Central Sindical e Popular Conlutas (**CSP-Conlutas**) - Brésil.
- Confederación General del Trabajo (**CGT**) - Etat espagnol.
- Union syndicale Solidaires (**Solidaires**) - France.
- Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Burkina.
- Confederation of Indonesia People's Movement (**KPRI**) - Indonésie.
- Confederación Intersindical (**Intersindical**) - Etat espagnol.
- Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (**SNAPAP**) - Algérie.
- Batay Ouvriye - Haïti.
- Unione Sindacale Italiana (**USI**) - Italie.
- Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (**CNT SO**) - France.

- Sindicato de Comisiones de Base (**CO.BAS**) - Etat espagnol.
- Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (**OGTHI**) - Haïti.
- Sindacato Intercategoriale Cobas (**SI COBAS**) - Italie.
- Confédération Nationale du Travail (**CNT-f**) - France.
- Intersindical Alternativa de Catalunya (**IAC**) - Catalogne.
- Union Générale des Travailleurs Sahraouis (**UGTSARIO**) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (**ESK**) - Pays basque.
- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (**CNTS/FC**) - Sénégal.
- Independent Trade Unions for Egyptian Federation (**EFITU**) - Egypte.
- Sindicato Autorganizzato Lavorator COBAS (**SIAL-COBAS**) - Italie.
- General Federation of Independent Unions (**GFIU**) - Palestine.
- Confederación de la Clase Trabajadora (**CCT**) - Paraguay.
- Red Solidaria de Trabajadores - Perou

Organisations syndicales nationales professionnelles

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (**RMT/TUC**) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés - Confédération Syndicale Chrétienne (**CNE/CSC**) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (**SINALTRAINAL/CUT**) - Colombie.
- Fédération Générale des Postes, Telecom et Centres d'appel - Union Générale Tunisienne du Travail (**FGPTT/UGTT**) - Tunisie.
- Trade Union in Ethnodata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (**SYNTRASEH**) - Bénin
- Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (**ASFOC-SN**) - Brésil.
- Organizzazione Sindacati Autonomi e di Base Ferrovie (**ORSA Ferrovie**) - Italie.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (**UNNOH**) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (**CUB SUR**) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Immigrazione (**CUB Immigrazione**) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (**CAT**) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Credito e Assicurazioni (**CUB SALLCA**) - Italie.
- Syndicat des travailleurs du rail - Union Nationale des Travailleurs du Mali (**SYTRAIL/UNTM**) - Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (**GIDA-İŞ/DISK**) - Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (**SNTPTB**) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (**ANFACSS**) - Panama.
- Conseil des Lycées d'Algérie (**CLA**) - Algérie.
- Confederazione Unitaria di Base Trasporti (**CUB Trasporti**) - Italie.
- Syndicat de l'Enseignement Supérieur Solidaire (**SESS**) - Algérie.
- Palestinian Postal Service Workers Union (**PPSWU**) - Palestine.
- Union Syndicale Etudiante (**USE**) - Belgique.
- Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (**STCC**) - Portugal.
- Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (**Sinutapetrolgas**) - Venezuela.
- Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Públicos - Mexique.
- Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (**CUPW-STTP**) - Canada.

Organisations syndicales locales

- Trades Union Congress, Liverpool (**TUC Liverpool**) - Angleterre.
- Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (**ORMA Brescia**) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (**SUD Vaud**) - Suisse
- Sindicato Unitario de Catalunya (**SU Metro**) - Catalogne.
- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (**DERİ-İŞ Tuzla et Izmir**) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (**L'autre syndicat**) - Suisse
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Ville de Bruxelles (**CGSP/FGTB Bruxelles**) - Belgique
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (**IG Metall Berlin**) - Allemagne
- Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahia Blanca -(**SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahia Blanca**) - Argentine
- Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT - Argentine.
- UCU University and College Union, University of Liverpool (**UCU Liverpool**) - Angleterre.

Organisations syndicales internationales

- Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (**IWW**)

Courants, tendances ou réseaux syndicaux

- Transnationals Information Exchange Germany (**TIE Germany**) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (**Emancipation**) - France.
- Globalization Monitor (**Gmo**) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (**CSR**) - France.
- No Austerity - Coordinamento delle lotte - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (**SSTI**) - France.
- Basis Initiative Solidarität (**BASO**) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.